

# MÉDAC - Porte ouverte 2009

par **Claude Béland**

Je remercie nos conférenciers-experts. Ils nous ont certes éclairés sur les causes et les effets de cette fameuse crise dont on parle tant ces temps-ci. Chose certaine, cette crise est une des plus profondes depuis le grand krach de 1929.

On connaît maintenant les causes de cette crise. La cause immédiate : le désir du gouvernement américain d'encourager l'accès à la propriété par le consentement à de crédits basés sur l'expectative d'une plus value immobilière. (Une idée noble et généreuse...) Donc, des prêts pas toujours conformes aux normes de crédit généralement reconnues. De là, la titrisation...et la possibilité de faire plus de prêts... Sans trop s'inquiéter du sort des emprunteurs. Les firmes d'évaluation de ces titres ont fait de même en honorant ces titres des plus hautes cotes... On connaît la suite.

En parallèle, des conseillers en placement ont inventé des systèmes pyramidales extraordinaires – profitables aux uns, désastreux aux autres ! À y regarder de plus près, malgré parfois la stricte légalité des processus, on a fait preuve d'une absence totale de morale...Prendre des risques indus, paraît-il, ce n'est pas illégal ! En qualité de fiduciaires, faire des placements au nom de tiers sans y apporter l'attention professionnelle qu'ils méritent, ce n'est pas illégal. Et, quelle belle excuse : lorsqu'il y a des pertes, ce n'est pas la responsabilité du gestionnaire... C'est celle du marché!

À y regarder de plus près, je pense que depuis quelques années et bien avant la crise de 2008, nos sociétés ont souffert – et souffrent encore – d'une crise de valeurs. Particulièrement au Québec.

---

Certes, cette crise passera à l'histoire. Celle de 1929 s'est résorbée par un NEW DEAL proposé par le Président américain Roosevelt. Par un plafonnement des salaires et plus tard, une guerre mondiale.

Il faut espérer que la présente crise soit l'occasion d'une réflexion profonde non seulement des élus ou des dirigeants du pouvoir économique et financier, mais aussi des populations – de nous tous. Une réflexion non seulement sur les systèmes politique et économique dans lesquels nous vivons mais aussi sur les valeurs qui doivent nous guider. Il importe de savoir ce que nous voulons faire ensemble, dans nos milieux. Savoir ce qui est bien – et ce qui est mal. Car, à mon avis, ça ne peut continuer ainsi. En l'absence de valeurs largement partagées, si on ne sait plus ce qui est bien ou ce qui est mal, on assiste à la multiplication des incohérences et des contradictions, de questionnements qui marquent actuellement notre société. Par exemple,

1. Veut-on vraiment d'un monde dans lequel le système financier et économique qui produit des crises à tous les 6 ou 7 ans ? C'est pourtant ce qui se passe depuis les années 70. Crises monétaires, crises pétrolières, crises alimentaires,

crises économiques – certaines plus marquées que d'autres 1973, 1981, 1987, 1991, 1996, 2001 et 2008 ! Est-ce vraiment le mieux que peut faire l'humanité ?

2. Veut-on vraiment d'un monde où la condition du fonctionnement de l'économie est la surconsommation ? Alors que la planète au contraire demande grâce et nous invite à moins consommer ?
3. Pourquoi faut-il tant consommer pour faire fonctionner l'économie – alors qu'il y tant de richesse dans le monde – et même chez-nous. Cette richesse est-elle trop concentrée entre les mains de quelques-uns et serions-nous incapables de la partager ?
4. Veut-on d'un monde où la seule façon de faire fonctionner l'économie est le crédit ? Faut-il l'endettement pour que le capitalisme fonctionne ?
5. Faut-il aussi, pour que l'économie fonctionne, que les gouvernements s'endettent aussi ? Faut-il hypothéquer l'avenir ?
6. L'épargne n'est plus une vertu. La preuve ? C'est que le taux d'épargne au Québec est moins de 1% - alors que dans la plupart des pays européens l'épargne est de l'ordre de 12 à 15%.

(Et le crédit est devenu si important, si essentiel, qu'en cas de crise, on vient d'abord en aide aux banquiers – afin qu'ils ne cessent pas de prêter ( ce que ces derniers font, malgré cette aide, avec parcimonie, ces temps-ci, afin d'améliorer leur propre situation financière et se mériter éventuellement de plantureux bonis...)

Et on pourrait continuer...

---

Il y a quelques mois, le président de la France, Nicolas Sarkozy, devant les membres de l'Assemblée nationale du Québec, référant à la crise financière qui secoue le monde actuellement, disait :

*« La plus grande erreur que ferait le monde face à la crise que nous connaissons serait de ne voir, dans cette crise, qu'une parenthèse et croire qu'une fois les marchés calmés et les banques sauvées, tout pourra recommencer comme avant. Cela, la France ne l'acceptera pas, parce que ce serait parfaitement irresponsable. Il faut réguler et moraliser le capitalisme sans quoi « le chacun-pour-soi, les égoïsmes, les fanatismes, la logique d'affrontement prévaudront, et alors ce monde sera peut-être pire que celui que nous avons connu.<sup>1</sup> »*

En fait, ce n'est pas *moraliser le capitalisme* qu'il faudrait dire mais plutôt *moraliser* ceux qui en sont les acteurs. Bien avant lui, d'ailleurs, Henry Ford<sup>2</sup> affirmait souvent que le capitalisme ne saurait vivre et se développer sans respecter une éthique rigoureuse. Il était contraire à l'éthique, à son avis, qu'un chef d'entreprise se paye plus de quarante

---

<sup>1</sup> Discours à l'Assemblée nationale du Québec, le 17 octobre 2008. Extrait reproduit le lendemain dans le journal La Presse.

<sup>2</sup> Henry Ford, constructeur automobile américain (1863-1947).

fois la rémunération moyenne de ses employés. Dans un article publié dans le journal Le Monde<sup>3</sup>, référant à cette opinion de ce grand constructeur automobile, Michel Rocard exprime l'opinion que la clé de ce jugement tient au fait que le capitalisme est assurément la forme d'organisation sociale qui garantit les plus grandes marges de liberté à tous les acteurs du système. Or, un tel système, écrit-il, ne peut évidemment pas tenir sans un haut degré d'autolimitation et d'autocontrôle.

Oui, en effet, la liberté parfois se laisse influencer par le côté instinctif, émotionnel, de l'être humain – et non pas nécessairement son côté raisonnable.

Il faut être exigeant à l'égard de ceux qui se veulent des fiduciaires de l'argent des autres.

À la suite de grandes tricheries et d'un manque d'éthique flagrant, des millions de personnes, ont perdu, récemment, leurs fortunes, leurs maisons, leurs emplois, leurs fonds de retraite, leurs espoirs et leurs rêves, à l'occasion d'une des plus grandes crises financières qu'a connu le monde, faisant ainsi la preuve que les lois ne suffisent pas et qu'il faut faire en sorte d'éduquer ces investisseurs pour qu'ils peuvent se protéger eux-mêmes par une meilleure connaissance de la valeur de certains investissements et possiblement de la valeur, y compris la valeur morale si possible, des ces fiduciaires.

À mon avis, il faut reconstruire l'éthique du mieux-être commun. Grand défi, me direz-vous. J'en conviens. Différentes pistes peuvent être explorées : reconstruire l'éthique de la solidarité par l'éducation citoyenne, revitaliser la démocratie par l'amélioration des compétences civiques et par la participation à des organisations sous contrôle démocratique. Agir au quotidien, en cohérence avec ces valeurs. Ma carrière dans le monde des entreprises sous contrôle démocratique m'a fait comprendre la force éducative à la citoyenneté que porte cette forme d'entreprises. J'y vois là un piste de solution dans un monde qui se cherche.

C'est là que le MEDAC prend tout son sens puisqu'il associe les citoyens dans une démarche commune, celle de *moraliser* la finance de façon à ce que les épargnants et investisseurs soient mieux protégés contre la possibilité de fraudes, de tricheries et même d'erreurs. Car de toute évidence, ce sont les gens qui font une société. Ce sont les citoyens - conscients des enjeux – et conscients de leur capacité collective d'être des agents de changement qui font ce qu'est leur milieu de vie. C'est là le véritable sens de la démocratie. De là, l'importance d'un MEDAC largement appuyé par la population. De là, l'importance de s'associer toujours plus nombreux à ce grand mouvement d'éducation et de défense des épargnants et actionnaires.

---

<sup>3</sup> Journal Le Monde, France. Article de Michel Rocard, publié le 9 janvier 2007.